



Perte du triple A: Aggravation des politiques antisociales!

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom : Ville :

Tél. : Mail :

Je souhaite soutenir ou être tenuE informéE sur la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2012.

L'une des agences de notations, Standard & Poor's vient donc d'abaisser la note de neuf pays européens dont la France. Celle-ci a donc perdu son triple A, « notre trésor national », dont le maintien servait de prétexte central à la politique menée par Sarkozy justifiant la contre-réforme des retraites et l'ensemble des plans d'austérité.

AGGRAVATION DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Claironnant le contraire de ce qu'il affirmait il y a quelques semaines le gouvernement dit aujourd'hui que la perte du triple A n'est pas si grave tout en en profitant pour amplifier les politiques antisociales.

Dans la foulée tout le secteur public se retrouve exposé. Dès la semaine dernière, une liste d'entreprises publiques ont été « mises sous surveillance négative » comme par exemple Réseau Ferré de France, la SNCF, EDF, Aéroports de Paris et même la Caisse des dépôts. Cela va inévitablement se répercuter par une hausse des tarifs, une diminution des prestations, des suppressions d'emplois et au bout du bout la privatisation. Les collectivités locales ne seront pas épargnées non plus. Taxes, impôts en tout genre risquent de fleurir pour équilibrer les budgets.

FAILLITE DE SARKOZY

Entre les exonérations de cotisations sociales (32 milliards d'euros par an), les allègements fiscaux (environ 180 milliards), les milliards donnés aux banques, son quinquennat a conduit à la faillite. En 2007, à son arrivée, l'endettement de la France s'élevait à

900 milliards. En 2012, il est prévu de 1 700 milliards. 700 milliards d'euros de dettes supplémentaires en cinq ans, qui dit mieux? Même la Cour des comptes, explique que la crise n'en est responsable qu'à hauteur d'un tiers. Tout le reste est issu des choix politiques faits par le gouvernement Sarkozy.

UN PLAN D'URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE !

Le premier effet de la dégradation de la note de la France, sera une augmentation de 3 à 15 milliards d'euros par an des intérêts de la dette. Une raison supplémentaire pour exiger l'arrêt immédiat des remboursements de la dette, sa mise sous enquête publique populaire, son annulation.

La TVA antisociale représente une attaque majeure à la fois contre la protection sociale et contre le pouvoir d'achat, l'urgence est à la mobilisation unitaire pour son retrait.

Les politiques d'austérité ne font que nous enfoncer toujours plus dans la crise. Nous proposons d'inverser la tendance, de donner la priorité aux besoins sociaux, de dresser un bouclier social contre la crise (augmentation des salaires, retraites et minimas sociaux, interdiction des licenciements, création massive d'emploi dans les services publics...) en prenant sur les profits et en augmentant les impôts sur les riches et les grandes entreprises.

Il faut s'attaquer radicalement au pouvoir du patronat et des banquiers. Saisir les banques et les unifier dans un service public sous contrôle de la population et des travailleurs donnerait enfin les moyens de faire enfin passer nos vies avant leurs profits.

 **POUR
PRENDRE
CONTACT**

PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



WWW.POUTOU2012.ORG